



**Pour une École d'après émancipatrice,
pour la santé des élèves et des personnels,
préparons le déconfinement des luttes !**



Édito

Après une pause forcée, nous allons reprendre le chemin de nos établissements. Le contexte est morose : sécurisation du système scolaire insuffisante avec une situation sanitaire encore tendue, conditions de travail dégradées, mépris et mensonges d'un ministre de tutelle rarement aussi détesté par la profession... La COVID a permis de repousser très loin les limites de l'acceptabilité alors que les dotations pour la prochaine année scolaire sont en bernés, que les réformes austéritaires et managériales se poursuivent... Syndicalistes, nous refusons pourtant de nous résigner et pensons que la solution viendra du collectif et d'un retour de nos mobilisations ! Les travailleur•euses du spectacle, les précaires, nous montrent le chemin avec leur mouvement déterminé d'occupation. Nous aussi, préparons le déconfinement des luttes, pour un printemps rayonnant !

Covid : à la poursuite du temps perdu...

La pression épidémique commence à peine à fléchir alors que les établissements vont progressivement rouvrir au public à partir du 26 avril. L'exécutif qui vient de détailler les mesures prévues pour la rentrée, assume un nouveau pari douteux avec un objectif déconnecté de la réalité sanitaire !

Si l'affichage est à la fermeté sur le protocole, dans la réalité, nous allons reprendre les cours dans les mêmes conditions, sans aménagements ni investissements majeurs... Les trois semaines de fermeture n'ont absolument pas été mises à profit pour une sécurisation des établissements scolaires ! Toujours rien concernant la rénovation des locaux et les problèmes récurrents d'hygiène notamment les sanitaires. Toujours rien concernant l'aération et la qualité de l'air (capteurs CO2, filtres...). Toujours rien sur la sécurisation des lieux et activités les plus à risques : restauration scolaire, gymnases... Faute d'investissements dans l'équipement informatique des personnels et élèves, la semaine de "démerdentiel" dans le secondaire s'annonce encore épiquée... **L'accueil en jauge restreinte**, réservée

uniquement aux lycées et dans les classes de 4^e-3^e d'une poignée de départements, **doit pouvoir être étendu partout où cela est une nécessité** pour respecter protocoles et gestes barrières. **Une baisse temporaire du nombre d'élèves accueillis et une réorganisation des enseignements** est la seule façon de tenir pleinement ces objectifs. **Cela implique aussi une réorganisation pédagogique**, les attendus de l'année (programmes, évaluations, examens dans le secondaire...) et les calendriers ne peuvent rester inchangés comme si de rien n'était. Et si on arrêta la machine à sélectionner pour revenir à l'éducation ?

La vaccination reste lointaine en dehors des collègues de plus de 55 ans **et ne pourra pas avoir d'effet avant la prochaine année scolaire** ! Il faut en accélérer le rythme et l'ouvrir prioritairement à l'ensemble des personnels volontaires.

L'essentiel de la stratégie repose donc dans la politique de tests et le maintien d'une définition stricte des "cas contacts" (un cas entraînant une fermeture de classe sur tout le territoire), revendication syndicale de plusieurs mois mais qui ne fait

pas tout ! Concernant les tests, les chiffres annoncés peuvent impressionner mais nous sommes sceptiques sur la mise en application. Pour le dépistage préventif, il nous semble préférable de miser sur les tests salivaires, mieux acceptés même si légèrement moins efficaces. Les prélèvements nasopharyngés, restent un acte médical, et ne peuvent en aucun cas relever de la responsabilité des enseignant•es. Ils doivent être réservés au dépistage des "cas contacts", en lien avec les autorités de santé.

Le bricolage et le mépris ça suffit !

Le ministère doit protéger personnels et élèves :

investissement massif pour la sécurisation des établissements scolaires !

CNT-Solidarité Ouvrière Éducation / Recherche
fede.educ.public@cnt-so.org

f EducationCNTSO

educationso

www.cnt-so.org

CNT SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Nous partageons la volonté de maintenir les apprentissages et le lien éducatif avec nos élèves mais cela ne doit pas se faire au prix de la santé publique et par la mise en danger des personnels, des élèves et de leurs familles ! L'École n'est pas un isolat dans la société, elle doit être placée au cœur d'une stratégie de maîtrise globale de la pandémie. C'est aussi le moment de faire de l'Éducation une priorité, c'est pourquoi nous défendons, depuis plusieurs mois, un "plan d'urgence pour l'Éducation".

Personnels, parents et élèves, nous devons revendiquer la mise en place de mesures et un investissement public massif permettant de sécuriser la scolarité des deux prochains mois comme d'anticiper la prochaine année scolaire. Mettons la question en débat dans nos établissements et utilisons tous les moyens nécessaires y compris la grève !

La fédération CNT-SO Éducation et Recherche revendique :

- **Dédoublage sur tout le territoire, de toutes les classes avec emploi du temps adapté en application de la phase 1 du plan de continuité pédagogique. Maintien de la phase 2 (fermeture et enseignement en distanciel), dans les zones les plus affectées par l'épidémie.**
- **Plan pour la qualité de l'air : dotation de tous les établissements en capteurs CO2, équipement en systèmes de renouvellements et purification d'air, en priorité dans les locaux à risque (cantines, gymnases...).**
- **Distribution gratuite de masques (aux nouvelles normes) pour tous les élèves.**
- **Fourniture de masques FFP2 pour les personnels de santé et AESH.**
- **Dépistage des élèves et personnels dès apparition d'un cas, en liaison avec les collectivités et les autorités de santé. Dépistage préventif avec les tests salivaires.**
- **Plan de recrutement massif de personnels.**
- **Plan d'équipement informatique pour les élèves et personnels.**
- **Maintien du télétravail ou ASA de droit pour les personnels vulnérables. Remplacement des enseignant•es vulnérables en ASA.**
- **Indemnisation à 100% du congé garde d'enfant, de droit, pour les parents. Indemnisation pour tous des périodes d'isolement.**
- **Campagne de vaccination prioritaire pour tous les personnels volontaires.**



C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS... C'EST NOUS QUI DÉCIDONS !



Pour un plan d'urgence dans l'éducation !

Pour cette année scolaire 2020-2021, le ministère avait promis des moyens : **qui peut encore s'étonner que la promesse ne soit pas tenue ?** Non, ce ce n'est pas une année "normale". **L'épidémie a privé les élèves les plus fragiles d'école pendant de longs mois.** On manque d'AESH, on manque d'assitant·es de service social et de personnels médico-sociaux pour accompagner nos élèves les plus fragiles socialement et scolairement ! On manque d'agent·es et de moyens pour faire respecter un protocole sanitaire déjà bien trop léger ! Le budget 2021 est une vaste blague. **Et quand arrive la période des DGH pour l'année prochaine ? Sans surprise, le compte n'y est pas.**

L'Éducation prioritaire ? Elle est morte, si on n'arrête pas le ministère. Leur idée : à terme, terminée l'idée d'une carte des établissements relevant de l'éducation prioritaires, établie à partir de critères sociaux. C'est la contractualisation avec les rectorats des établissements qui se profilent, sur la base de projets...

Cette année encore on manque cruellement d'enseignant·es titulaires remplaçant·es. Les protocoles sanitaires mis en place, l'ont été sans les moyens nécessaires en personnels. Les conséquences ont été dramatiques dans le premier degré, que ce soit pour la scolarité des élèves ou pour les conditions de travail des enseignant·es sur place.

La "réforme" dite de la voie professionnelle, masque (mal) un objectif austéritaire : la baisse des volumes horaires enseignés ne peut que se traduire par des suppressions de postes. Il apparaît clairement que les lycées pro seront dans les années qui viennent, vidés de leur substance initiale: ce projet qui visait l'émancipation des enfants de la classe ouvrière se réduit à peau de chagrin.



**MOBILISONS-NOUS
POUR UN PLAN D'URGENCE
POUR L'ÉDUCATION !**



CNT-Solidarité Ouvrière Éducation / Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

[educationso](https://www.educationso.org)

[EducationCNTSO](https://www.facebook.com/EducationCNTSO)

www.cnt-so.org

Les enseignements généraux (les "humanités") sont progressivement mis de côté, ne subsiste désormais que l'aspect utilitaire (dans la co-intervention par exemple). Cyrano de Bergerac aurait d'ailleurs pu répondre habilement que c'est encore plus beau lorsque c'est inutile ! A la CNT-SO nous considérons que l'école au sens large ne doit pas servir de chair à canon au patronat. C'est l'émancipation de l'individu et collective qui doit être l'objectif principal.

Du côté des revalorisations, de qui se moque-t-on ? Les "primes" (des miettes) accordées sont très largement insuffisantes et ne concernent pas tout le monde (des exemples : la prime "d'attractivité" ne concerne pas les personnels les plus précaires, AED, AESH, la prime ZEP n'a toujours pas été octroyée aux AED qui sont pourtant en première ligne !).

Entre les injonctions d'un ministre menteur, inconséquent, l'épidémie qui est malheureusement repartie à la hausse, les personnels sont fatigués. **Fatigués mais pas résignés !** Les AED et les AESH en lutte contre la précarité ces derniers mois, les mobilisations locales pour la DGH le prouvent. Construisons un mouvement fort, pour obtenir un plan d'urgence pour l'école ! Et pour stopper net le bulldozer réactionnaire



C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS... C'EST NOUS QUI DÉCIDONS !



et néolibéral qui saccage l'école. Pendant que le service d'éducation craque et montre ainsi le désastre des réformes des trente dernières années, **les ministres Vidal et Blanquer n'ont qu'une obsession: débusquer la cinquième colonne "islamo-gauchiste" !** Les voilà donc en roue libre tels des Don Quichotte de pacotille qui partent en guerre contre un ennemi de l'intérieur inventé de toutes pièces. Ces chevaliers à la triste figure se lancent ainsi à la course à l'échalote avec l'extrême droite, ce qui ne pourra déboucher qu'à une véritable catastrophe !

**Pour lutter (réellement!) contre les inégalités sociales :
luttons pour une école émancipatrice !**

Au-delà de la lutte pour le maintien et le renforcement de l'éducation prioritaire, il faut aller encore plus loin. Contrairement à l'objectif affichée par l'école républicaine depuis longtemps, l'institution n'arrive pas à lutter contre les inégalités sociales, au contraire, elle les renforce. On nous parle de compétences depuis des années, mais c'est les compétences d'adaptabilité au capitalisme moderne qui sont visées. Aux uns, l'apprentissage aux "métiers du futur", aux autres les tâches de manutention et les métiers peu rémunérés. Il est plus que temps de transformer l'École afin qu'elle lutte contre les inégalités sociales. Pour cela il faut investir massivement. Une vraie politique d'éducation prioritaire est nécessaire, tout comme la relance et le renforcement des RASED. Il faut recruter (avec le statut de titulaire !) en urgence : enseignant·es, AED, AP, AESH, psy-EN, assitant·es de service social, etc. Il faut stabiliser les équipes en revalorisant les salaires et améliorant le bien être au travail des personnels. Il faut repenser la formation initiale et continue des personnels : formons-les, formons-nous entre pairs, à la lutte contre les inégalités ! Si l'École s'affiche volontairement inclusive dans les communications officielles du ministère, cela ne doit pas rester une formulation abstraite. Elle doit être révolutionnée : recruter c'est permettre de dédoubler les classes, et travailler avec des effectifs réduits c'est travailler mieux. Il faut se tourner vers les pédagogies coopératives (et s'y former!) pour inventer une autre École : une École qui pourrait valoriser les savoirs non académiques des élèves, qui construit des savoirs utiles, émancipateurs et ouverts sur le monde. Il faut en finir avec les programmes encyclopédiques mais s'ouvrir sur la société, arrêter d'être hors sol. Le travail dans les classes et hors les murs doit pouvoir s'adapter au cheminement singulier de l'élève, favoriser la joie d'apprendre, et utiliser l'évaluation comme outil formateur. Nous en sommes persuadé·es, l'École luttera (enfin!) réellement contre les inégalités, lorsqu'elle se dotera également d'objectifs pédagogiques émancipateurs. Enfin, elle doit s'ouvrir et accueillir les parents et les laisser prendre place dans l'institution.

Nos revendications pour l'École d'après :

- baisse des effectifs par classe et établissement
- ouverture d'écoles et d'établissements scolaires
- hausse des salaires de l'ensemble des personnels
- embauche de personnels, ouverture de concours et de formations ; créations de postes de titulaires, d'enseignant·es, psyEN, infirmier·ères, assitant·es de service social, agent·es administratif·ives
- fin des statuts précaires
- mise en place d'une véritable médecine du travail avec embauche de médecins fonctionnaires
- augmentation de l'équipement informatique des établissements et équipement des personnels en cas de télétravail
- maintien et renforcement de l'éducation prioritaire : donnons plus à ceux qui en ont le plus besoin
- abandon des "réformes" des retraites, de la fonction publique et de l'assurance-chômage

CNT-Solidarité Ouvrière

Éducation / Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

 **EducationCNTSO**

 **educationso**



www.cnt-so.org